

Unité départementale de la Manche
1 bis rue de la Libération
BP 70271
50001 SAINT-LÔ

SAINT-LÔ, le 06/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STATION D'EPURATION DE CHEF DU PONT

8 RUE DE LA LIBERATION
50480 SAINTE-MERE-EGLISE

Références : 50/2022-197
Code AIOT : 0005302049

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/10/2022 dans la station d'épuration de CHEF DU PONT implantée 8 RUE DE LA LIBERATION 50480 SAINTE-MERE-EGLISE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STATION d'EPURATION DE CHEF DU PONT
- 8 RUE DE LA LIBERATION 50480 SAINTE-MERE-EGLISE
- Code AIOT : 0005302049
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- faire un point de situation par rapport au changement d'exploitant de la station d'épuration de Chef-du-Pont

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Changement d'exploitant	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.181-47	/	Sans objet
2	Porter-à-connaissance	Code de l'environnement du 30/07/2021, article R.181-46	/	Sans objet
3	Etude de compatibilité des rejets avec le milieu récepteur	Arrêté Préfectoral du 26/10/2018, article 5-B	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des informations recueillies au cours de l'inspection, la reprise de la station d'épuration communale de Chef-du-Pont par les industriels Mont-Blanc et Coopérative d'Isigny-Sainte-Mère devrait être finalisée pour le 15/12/2022 au plus tard.

La déclaration de changement d'exploitant doit être transmise au Préfet et l'exploitant doit fournir un porter-à-connaissance suite aux diverses modifications récemment apportées aux installations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.181-47
Thème(s) : Situation administrative, Sans objet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>I. – Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article.</p> <p>II. – Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats : Depuis mars 2022, la station d'épuration de la commune déléguée de Chef-du-Pont ne reçoit plus que des effluents industriels des sociétés Mont-Blanc et coopérative d'Isigny-Sainte-Mère. Les eaux usées domestiques de Chef-du-Pont qui étaient jusqu'à lors traités par cette station rejoignent désormais pour traitement la station d'épuration de la commune de Sainte-Mère-Eglise récemment mise en service. Un poste de refoulement permettant de renvoyer ces effluents domestiques vers la station d'épuration de Sainte-Mère-Eglise a été créé à proximité immédiate de la station d'épuration de Chef-du-Pont. Une clôture a été mise en place afin de séparer le poste de refoulement de la station d'épuration.</p> <p>Selon les informations recueillies, le rachat de la station de Chef-du-Pont par la société Step Capipontaine, qui est désormais le nouvel exploitant au titre de la législation sur les installations classées, est prévu pour le 15/12/2022 au plus tard.</p> <p>Pour mémoire, la décision avait été prise que les industriels Mont-Blanc et coopérative d'Isigny-Sainte-Mère procèdent à l'acquisition de la station d'épuration une fois la déconnexion totale des effluents domestiques réalisée. Pour ce faire, au préalable, les deux industriels ont constitué une nouvelle société, la société Step Capipontaine. Un extrait Kbis de la société a été transmis à l'inspection.</p> <p>L'exploitation de la station a été déléguée à la société Saur Industrie.</p> <p>Après avoir rappelé que la vente de la station d'épuration et son exploitation au titre des installations classées sont deux sujets indépendants l'un de l'autre, l'inspection a indiqué que la déclaration de changement d'exploitant doit être transmise par le nouvel exploitant de la station, en l'occurrence la Step Capipontaine.</p> <p>La station d'épuration de Chef-du-Pont qui relevait de la rubrique 2752 (station d'épuration mixte recevant des effluents domestiques et industriels) de la nomenclature des installations classées relève désormais de la rubrique 3710 (traitement des eaux résiduaires rejetées par une ou plusieurs installations relevant de la directive IED, ce qui est le cas de l'usine Mont-Blanc).</p>
Observations : Demande n°1 : l'inspection demande que la déclaration de changement d'exploitant prévue à l'article R.181-47 du Code de l'environnement soit réalisée sous un mois au plus tard.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Porter-à-connaissance

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/07/2021, article R.181-46
Thème(s) : Autre, Sans objet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p> <p>[...]</p>
Constats : Plusieurs modifications ont été apportées récemment à la station d'épuration (déconnexion des effluents domestiques de Chef-du-Pont, modification du périmètre de l'installation avec création d'une clôture autour du poste de refoulement des eaux usées domestiques de Chef-du-Pont vers la station d'épuration de Sainte-Mère-Eglise, etc.).
L'inspection a constaté que la signalétique par rapport aux entrées des effluents en tête de station n'est pas cohérente avec les modifications apportées (apparaissent toujours les entrées "charcuterie", "Chef-du-Pont"). La signalétique doit être mise à jour.
Observations : Demande n° 2 : L'inspection demande qu'un porter-à-connaissance qui comprendra notamment des plans mis à jour soit transmis sous un mois au plus tard.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Etude de compatibilité des rejets avec le milieu récepteur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2018, article 5-B
Thème(s) : Risques chroniques, Sans objet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Sous le délai de 1 an à compter de la date de déaccordement des effluents communaux et des effluents de la charcuterie de la Trappe et au plus tard le 1er janvier 2023, l'exploitant devra adresser à monsieur le Préfet de la Manche une étude relative à la compatibilité des rejets aqueux avec le milieu récepteur (= le Merderet). Ladite étude devra prendre en compte les objectifs de "bon état" du milieu et de non dégradation de celui-ci tel que prescrit par la directive cadre sur l'eau.</p> <p>Cette étude devra présenter les mesures et moyens à mettre en place accompagnés d'un échéancier de réalisation pour l'atteinte des objectifs de "bon état" et de non dégradation du milieu récepteur. Les dites mesures et moyens devront être mis en place au plus tard le 1er janvier 2025.</p>
Constats : La société Mont-Blanc a indiqué que l'étude de compatibilité des rejets de la station d'épuration avec le milieu récepteur est en cours de réalisation. Elle doit être finalisée pour le 20/11/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet